Revue de presse Maroc (7 déc. 2020)

Table des matières

[Sahara Occidental 1](#_Toc58261867)

[Sahara occidental : la situation reste confuse après la rupture du cessez-le-feu, AFP 1](#_Toc58261868)

[Regain de tension au Sahara occidental, Le Monde 2](#_Toc58261869)

[Sahara occidental, le retour de la force, *Orient XXI* 4](#_Toc58261870)

[Crise migratoire aux Canaries 8](#_Toc58261871)

[L'Union européenne ménage le Maroc, *La Croix* 8](#_Toc58261872)

[Madrid contient les migrants aux Canaries, *La Croix* 8](#_Toc58261873)

[Du sud du Maroc aux Canaries : le principal couloir maritime de la vague de migrants, *Courrier international* 10](#_Toc58261874)

[Les Canaries espagnoles deviennent-elles des "îles-prisons" pour les migrants? *Courrier international* 11](#_Toc58261875)

[Autres actualités 15](#_Toc58261876)

[Un partenariat franco-marocain pour les musées africains, La Croix 15](#_Toc58261877)

[La diplomatie religieuse du Maroc en France mise à l'épreuve, La Croix 16](#_Toc58261878)

[La France et le Maroc signent un accord sur les mineurs isolés, *Le Figaro* 17](#_Toc58261879)

[L'eau redevient claire dans le « château d'eau marocain, » *La Croix* 18](#_Toc58261880)

[« Notre savoir-faire va disparaître avec cette usine », *Le Monde* 19](#_Toc58261881)

[Le Maroc va accueillir le premier centre d'essais automobiles du continent africain, *Econostrum* 21](#_Toc58261882)

# Sahara Occidental

## Sahara occidental : la situation reste confuse après la rupture du cessez-le-feu, AFP

*Jeudi 3 décembre 2020*

La situation reste confuse au Sahara occidental, trois semaines après la rupture du cessez-le-feu décrétée par le Front Polisario qui fait toujours état de "bombardements", non confirmés par les autorités marocaines.

Le Polisario se dit "en état de guerre de légitime défense" depuis que le Maroc a envoyé le 13 novembre des troupes à l'extrême sud de l'ancienne colonie espagnole pour chasser un groupe de militants indépendantistes sahraouis qui bloquait depuis trois semaines la seule route vers la Mauritanie, dans la zone-tampon de Guerguerat.

Cette semaine, la direction du Polisario a fait état de bombardements sur les "positions ennemies", dans différents communiqués listant des opérations dans des zones proches de la frontière algérienne. Ces annonces n'ont suscité aucun commentaire officiel côté marocain.

Jeudi, le premier ministre marocain Saad-Eddine El Otmani a salué une nouvelle fois l'intervention militaire du 13 novembre lors de la réunion hebdomadaire de gouvernement en affirmant que la sécurisation du passage de Guerguerat avait "créé une nouvelle réalité diplomatique et politique".

Il avait affirmé lundi devant le Parlement que l'opération avait "permis de dégager totalement le passage et de mettre en place une ceinture de sécurité pour sécuriser la zone de façon définitive contre les manoeuvres répétées des séparatistes".

Le dossier ne figure pas au programme prévisionnel de travail du Conseil de sécurité de l'ONU publié pour le mois de décembre.

Cette semaine, le représentant du Front Polisario auprès des Nations unies a affirmé au cours d'un point presse à New-York que son mouvement "n'attend pas grand-chose" du Conseil de sécurité, attribuant son "silence" au fait que "certains pays continuent d'influencer clairement ses décisions, en particulier la France", selon l'agence de presse algérienne APS.

Rabat, qui contrôle les trois quarts de ce territoire désertique de 266.000 km2, propose une autonomie sous sa souveraineté.

Soutenu par l'Algérie mais isolé, le Polisario réclame depuis des années le référendum d'autodétermination, prévu par l'accord de 1991.

Les négociations impliquant le Maroc, le Polisario, l'Algérie et la Mauritanie sont au point mort depuis mars 2019.

## Regain de tension au Sahara occidental, Le Monde

*Mardi 17 novembre, Frédéric Bobin*

Rabat et le Front Polisario ont rompu de concert le cessez-le-feu après une incursion de l'armée marocaine

Le cessez-le-feu vieux d'une trentaine d'années au Sahara occidental, l'un des plus anciens conflits non soldés d'Afrique, a vécu. Son arrêt de mort a été décrété de concert vendredi 13 novembre par le Maroc et le Front Polisario (Frente Popular de Liberacion de Saguia el Hamra y Río de Oro), les deux protagonistes se disputant cette ex-colonie espagnole depuis le départ de Madrid en 1976, à la suite d'une incursion de l'armée marocaine à proximité de la frontière mauritanienne dans une mince zone tampon jusque-là de facto contrôlée par l'administration rivale sahraouie.

Encouragé par un environnement diplomatique jugé favorable, le Maroc a pris la décision stratégique de franchir dans la zone de Guerguerat (sud-ouest du Sahara occidental) la ligne de cessez-le-feu afin de rétablir une circulation routière entravée par des militants sahraouis. Cette ligne de cessez-le-feu épouse depuis 1991 les 2 700 km de mur de sable qui, du Sud-Ouest au Nord-Est, séparent le Sahara occidental entre la majeure partie (80 %) contrôlée par le Maroc et ses marches méridionales et orientales (20 %) où s'exerce de facto la tutelle de la République arabe sahraouie démocratique (RASD).

L'effondrement du statu quo au Sahara occidental fait craindre la réapparition d'un nouveau foyer de crise dans une région sahélo-saharienne déjà très volatile. Le ministre des affaires étrangères français, Jean-Yves Le Drian, a ainsi appelé vendredi à « tout faire pour éviter l'escalade » et à « revenir au plus vite à une solution politique . L'inquiétude était également palpable dans les capitales régionales qui, à l'instar de Nouakchott, ont invité les deux parties rivales à la « retenue .

De fait, l'incursion marocaine dans la zone tampon près de Guerguerat a ravivé la tension militaire entre les deux camps en plusieurs endroits de la ligne de cessez-le-feu, à hauteur de Mahbas, Tifariti, Smara ou Mijek, où des échanges sporadiques de tirs ont été enregistrés vendredi et samedi. Brahim Ghali, secrétaire général du Front Polisario et président de la RASD reconnue par l'Union africaine (UA) , a annoncé la « fin de l'engagement au cessez-le-feu que l'occupation marocaine a torpillé . « Nous avons décidé de rouvrir les hostilités car nous sommes en état de légitime défense, déclare Mohamed Sidati, le représentant du Front Polisario en France. Une guerre d'usure vient de commencer. » Aucune victime n'a jusqu'à présent été officiellement déplorée.

Guerguerat est devenu une source de crispation entre les deux parties rivales depuis que le Maroc y a consolidé un couloir commercial exportant ses productions surtout maraîchères vers la Mauritanie et, au-delà, l'Afrique subsaharienne. En 2016, le goudronnage par la gendarmerie royale officiellement pour lutter contre la « contrebande » - de la piste traversant cette zone tampon de 5 km entre le mur de sable marocain etla frontière mauritanienne avait dû être interrompu à la suite de la mobilisation du Front Polisario.

Le 21 octobre, la tension est de nouveau montée à cet endroit alors que des civils sahraouis, présentés par Rabat comme des « milices du Polisario » se livrant à du « banditisme », bloquaient la circulation vers la Mauritanie de plusieurs dizaines de camions. Outre la fermeture de cet axe routier, qu'ils qualifient de « brèche illégale », les protestataires réclamaient la tenue d'un référendum d'autodétermination sur l'avenir du Sahara occidental, promis par une résolution du Conseil de sécurité de l'ONU de 1991 mais auquel le Maroc n'a cessé de s'opposer. « Le blocage de Guerguerat a été présenté par le Front Polisario comme une victoire symbolique, souligne Thierry Desrues, chercheur à l'Instituto de estudios sociales avanzados de Cordoue (Espagne). Il lui permettait de faire bouger les lignes en remettant la question du Sahara occidental sur l'agenda de la communauté internationale et en remobilisant la population. »

La riposte militaire du Maroc, alors que « les efforts diplomatiques n'étaient pas épuisés » entre la Mission des Nations unies pour l'organisation d'un référendum au Sahara occidental (Minurso) et le Polisario pour obtenir la levée du blocage, a toutefois « surpris » par « sa disproportion », note une source diplomatique. Face à quelques dizaines d'activistes sahraouis surveillés de loin par « quatre armes lourdes » juchées sur des pick-up du Polisario, les Forces armées royales (FAR) marocaines ont dépêché dans cette zone tampon où elles n'avaient jusque-là jamais pénétré une brigade d'un millier d'hommes accompagnés de 200 véhicules. Selon les arrangements militaires issus de la résolution de l'ONU de 1991, toute présence d'hommes armés dans cette zone tampon est considérée comme une violation du cessez-le-feu.

***Construction d'un deuxième mur***

Plus préoccupant pour la stabilité future de cette zone frontalière, le Maroc a entrepris de construire un deuxième mur s'ajoutant à la barrière de sable est-ouest déjà existante sur un axe nord-sud au coeur même de la zone tampon. « Il s'agit de prévenir le retour d'un Polisario menaçant la route, précise la source diplomatique. Mais il sera difficile au Maroc de construire un tel mur sans maintenir une présence dans cette zone tampon. En réalité, les Marocains viennent d'imposer un changement du statu quo. »

Ce bouleversement de la donne géopolitique dans cette zone frontalière avec la Mauritanie va-t-il réveiller l'attention d'une communauté internationale qui a jusque-là exhibé son impuissance sur le dossier du Sahara occidental ? Le fait est que le rapport des forces diplomatiques n'a cessé ces dernières années de peser en faveur de Rabat. « Le Maroc est gâté par les Américains qui veulent l'amener à reconnaître Israël, il est gâté par certaines monarchies du golfe Persique qui aimeraient banaliser ainsi leur propre rapprochement avec Israël, il est enfin gâté par les Européens qui comptent sur lui pour verrouiller les flux migratoires et les aider dans la lutte antidjihadiste », note la politologue Khadija Mohsen-Finan, enseignante à l'université Paris-I.

Dans ce contexte général de bienveillance, la séquence diplomatique du mois de novembre a offert une fenêtre d'opportunité particulière incitant Rabat à intervenir. D'une part, l'Algérie, parrain historique du Front Polisario, semblait immobilisée par la maladie de son président, Abdelmadjid Tebboune, hospitalisé en Allemagne depuis la fin octobre. D'autre part, les Marocains ont pu souhaiter imposer leur fait accompli avant l'arrivée aux affaires à Washington d'une administration de Joe Biden probablement moins sympathisante que celle de Trump, notamment sur la question des atteintes aux droits de l'homme.

## Sahara occidental, le retour de la force, *Orient XXI*

*Lundi 16 novembre, Khadija Mohsen-Finan*

L'escalade au Sahara occidental sera-t-elle éphémère ou marque-t-elle la volonté marocaine de régler une fois pour toute le problème de ce territoire ?

Depuis quelques années, le mois de novembre est riche en événements en ce qui concerne le dossier du Sahara occidental. C'est la date anniversaire de la Marche verte, qui marque le début de ce conflit. L'Espagne quitte sa colonie du Sahara, et le roi du Maroc Hassan II organise alors une marche pacifique de 350 000 hommes, brandissant le Coran et le drapeau marocain pour récupérer ce que la monarchie appelle les « provinces du Sud ».

C'est aussi en novembre, ou plus exactement le 31 octobre, que le Conseil de sécurité de l'ONU vote le prolongement de la mission des Nations unies pour l'organisation d'un référendum au Sahara occidental (Minurso), dont l'objectif premier était d'organiser un référendum d'autodétermination permettant aux populations de la région de se prononcer sur la souveraineté de ce territoire que l'ONU, en charge du règlement de ce dossier considère comme un territoire non autonome.

Enfin, le 8 novembre est la date de la commémoration des événements de Gdeim Izik, du nom des affrontements qui ont eu lieu en 2010 dans un campement à une dizaine de kilomètres de Laâyoune entre manifestants sahraouis et forces de l'ordre marocaines, faisant treize morts et plusieurs blessés, et ayant donné lieu à de lourdes condamnations de Sahraouis qui purgent encore leur peine.

**Deux conceptions du droit et de l'histoire**

Ces dates anniversaires sont l'occasion de sortir ce conflit de son immobilisme. Depuis 45 ans, il oppose en effet deux belligérants pour la récupération du Sahara anciennement espagnol. Deux conceptions du droit et de l'histoire s'affrontent, entre le Maroc qui met en avant ses « droits historiques » pour plaider le maintien de la délimitation des frontières en vigueur avant la décolonisation, et un nationalisme sahraoui porté par le Front Polisario qui fonde sa revendication sur le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes.

Au début des années 1980, Hassan II décide de transformer la guérilla qui profitait au Front Polisario en guerre d'usure pour épuiser militairement un adversaire qui se distinguait essentiellement par sa mobilité. Il fait alors construire six murs de défense qui fait perdre à ce conflit sa dynamique militaire. Depuis 1991, le règlement en est confié aux Nations unies et un cessez-le-feu est signé, mettant ainsi fin à la guerre sur le terrain. Mais les négociations piétinent, l'ONU ne parvenant pas à organiser un référendum, et les deux acteurs ont alors opté pour des dénouements différents : autodétermination pour le Front Polisario et autonomie pour le Maroc, des postures d'autant plus irréconciliables que les belligérants sont encore dans une logique de guerre, voulant une victoire totale sur l'adversaire.

Les années ont passé, et l'ONU a vu l'enlisement de ce conflit qui a donné d'elle l'image d'une instance impuissante, juste capable de renouveler annuellement le mandat de la Minurso. Rien ne paraissait sortir le conflit de sa torpeur, tandis que le Maroc continuait de s'activer, par ses actions de soft power, pour amener la communauté internationale à reconnaître que le Sahara occidental, dont il contrôle 80 % du territoire, populations et ressources comprises, est marocain.

**Vers la reprise de la guerre ?**

Marginalisé et disposant de moins en moins d'appuis depuis que son tuteur algérien est en prise avec ses problèmes internes, le Front Polisario décide de rompre cet immobilisme qui lui est insupportable, en interpellant la communauté internationale sur les agissements du Maroc sur ce territoire. Depuis le 20 octobre, il bloque quelques 200 routiers au point de passage de Guerguerat, une zone tampon au sud-ouest du Sahara, à la frontière de la Mauritanie. Le mur construit par le Maroc dans les années 1980 est bordé de chaque côté par une zone tampon de 5 km de large, placée sous la responsabilité des Casques bleus de la Minurso. Or, les Marocains ont construit une route à ce niveau, qu'ils considèrent comme essentielle pour leur commerce avec l'Afrique subsaharienne. Guerguerat devient alors un point de tension dans ce conflit saharien endormi.

Le 9 novembre, Brahim Ghali son secrétaire général1 avertissait que « l'entrée de tout élément militaire, sécuritaire ou civil marocain [à Guerguerat], serait considérée comme une agression flagrante, à laquelle la partie sahraouie répliquera énergiquement, en légitime défense et en défendant sa souveraineté nationale ». Il appelle aussi le Conseil de sécurité des Nations unies à « assumer ses responsabilités » et accuse la France de limiter le rôle de la Minurso à un simple contrôle du cessez-le-feu.

La réplique à ses propos menaçants ne s'est pas fait attendre. Le 13 novembre, le Maroc lance une opération militaire dans cette zone en réponse à ce qu'il considère être des « provocations » de la part du Front Polisario dans la région de Guerguerat. Ce retour à l'offensive militaire était totalement inattendu de la part du Maroc. Avec la construction des murs de défense, l'option militaire semblait écartée ; elle s'explique aujourd'hui par la politique saharienne de Mohamed VI qui ne s'inscrit pas tout à fait dans le prolongement des méthodes adoptées par son père Hassan II, et choisit un moment qui lui paraît opportun au plan régional et international pour frapper militairement l'ennemi.

Depuis quatre ans environ, le discours qui était récure sur l'autonomie du Sahara au sein d'un Maroc souverain semblait avoir été abandonné par la monarchie marocaine. Des observateurs se demandaient alors si Mohamed VI n'envisageait pas un retour à la force pour clore ce conflit, véritable boulet pour le Maroc. Sur le plan diplomatique, Rabat qui a établi un lien entre sa politique étrangère et la reconnaissance de la marocanité du Sahara par ses partenaires a sans doute le sentiment d'avoir réussi à convaincre ses alliés de l'épauler dans la « récupération » du Sahara. Il est vrai qu'en vingt ans de règne, le Maroc de Mohamed VI s'est forgé une image de meilleur allié de l'Occident dans le monde arabe. Sa coopération est jugée précieuse, puisqu'il surveille le détroit de Gibraltar, autorise le survol de son territoire en cas de guerre, et joue un rôle important dans la gestion des flux migratoires, en empêchant l'immigration africaine de passer en Europe. L'Union européenne s'appuie ainsi sur ce pays du sud de la Méditerranée qu'elle considère comme un allié stable et crédible, le pays du soft power qui contribue efficacement à la lutte contre le djihadisme. Ces avantages ont un prix, et les États occidentaux se montrent peu regardants sur les violations juridiques du Maroc au Sahara occidental et sur sa gestion des droits humains.

**Une Algérie absorbée par ses problèmes intérieurs**

Assuré de son rôle de pays incontournable sur la scène internationale, le Maroc qui a n'a que deux ennemis : l'Algérie et l'Iran a peut-être jugé que le règlement du conflit par le droit international était long et risqué, d'autant que le Front Polisario dispose d'appuis bien moins importants que par le passé (alors qu'en 1990, 79 pays reconnaissaient la RASD, ils sont aujourd'hui moins de 30), son principal tuteur -- l'Algérie -- étant absorbé par ses difficultés intérieures, et l'armée qui tient encore les rênes du pouvoir étant très contestée par la population depuis 2019. Et le nationalisme algérien ne se définit plus, entre autres, par son appui aux Sahraouis dans leur combat pour l'autodétermination.

Mais les changements observés sur la scène internationale laissent également une large marge de manoeuvre au Maroc. Les États-Unis vivent une période particulière entre deux présidences de la République, et la planète entière est préoccupée par la crise de la Covid-19. Dans ce nouvel environnement, Mohamed VI sait qu'il peut compter sur ses amis qui gouvernent dans les pays du Golfe. Les Émirats arabes unis n'ont-ils pas ouvert un consulat à Laâyoune, en contrepartie d'une bienveillance de la monarchie marocaine quant à l'établissement de leurs relations diplomatiques avec Israël ?

L'assurance du Maroc trouve une autre explication dans son armement et dans l'entraînement de ses troupes. Les Forces armées royales (FAR) effectuent des entraînements réguliers, et notamment une fois par an l'exercice « African Lion », avec le corps des marines américains. Un exercice militaire de haut vol, destiné à monter des opérations d'attaque de la partie adverse. Le roi, qui est également le chef des armées, est en mesure de décider rapidement d'une frappe ou de l'entrée en guerre, contrairement au Front Polisario qui dépend de l'exécutif algérien pour la décision militaire et l'utilisation des armes.

Le Maroc, qui s'est beaucoup équipé en armement ces dernières années dispose d'un arsenal qui compte parmi les plus importants d'Afrique. En 2018, il a acquis des avions de combat, des hélicoptères d'attaque, sans compter les missiles à moyenne portée, les chars de combat et les véhicules lourds dont il dispose, en plus d'un système de radars performants. Autant dire que les menaces de reprise des armes par le Front Polisario -- une vieille rhétorique -- ne l'impressionnent pas outre mesure, s'il décide d'en passer par la force et de piétiner le droit international, puisque finalement personne, pas même les Nations unies, ne lui demande des comptes depuis 1975.

# Crise migratoire aux Canaries

## L'Union européenne ménage le Maroc, *La Croix*

*Vendredi 4 décembre, Pierre Cochez*

Rabat est central dans la politique européenne visant à contenir les migrants illégaux.

Les arrivées illégales aux Canaries font l'objet d'une intense activité diplomatique. Cette année, 18 000 migrants ont atteint l'archipel espagnol, situé au large des côtes marocaines, contre un peu moins de 3 000 l'an dernier. Ylva Johansson, la commissaire européenne aux affaires intérieures, était en visite au Maroc mardi 1er décembre. *«Il semble que plus de la moitié des migrants soient marocains, et il est important de savoir comment faire en sorte qu'ils rentrent»* , a-t-elle affirmé. Mais elle promet aussi de faciliter les visas pour les Marocains: *«Pour moi, avoir moins d'arrivées irrégulières et renvoyer ceux qui ne sont autorisés à rester est étroitement lié à la facilitation des visas et à la migration légale* . *»* La commissaire européenne sait qu'elle a besoin du Maroc pour contenir l'arrivée de migrants sur les côtes espagnoles. L'Union européenne pourrait ainsi augmenter son aide financière à Rabat pour la sécurisation de ses frontières.

Depuis 2018, le royaume chérifien a reçu 343 millions d'euros d'aides européennes, notamment pour la formation de sa police. La Commissaire européenne est disposée à étudier un mécanisme de compensation financière afin de soutenir le gouvernement à supporter les coûts de cette nouvelle crise migratoire. Ce point sera à l'ordre du jour du sommet européen des 10 et 11 décembre. L'Italie, l'Espagne, la Grèce et Malte ont uni leurs voix dans une lettre adressée mercredi 25 novembre aux dirigeants de l'Union afin d'exposer leurs inquiétudes concernant la pression migratoire sur leurs côtes. Il y a une semaine, le ministre espagnol de l'intérieur s'était rendu à Rabat pour expliquer que la politique de Madrid consiste à *«renvoyer»* les migrants *«qui sont irréguliers et qui ne sont pas éligibles à la protection internationale»* , avait expliqué Fernando Grande-Marlaska. Mais il avait pris soin de ménager son partenaire, soulignant la *«coordination extraordinaire»* de son pays avec le Maroc.

## Madrid contient les migrants aux Canaries, *La Croix*

*Mercredi 25 novembre 2020, Valérie Demon*

Depuis le début de l'année, le nombre des départs de migrants depuis le Sénégal vers les îles Canaries ne cesse d'augmenter. La diplomatie espagnole négocie avec le Sénégal, la Mauritanie et le Maroc, afin qu'ils retiennent les migrants chez eux. Au Sénégal, motivés par le rêve d'une vie meilleure en Europe, ils continuent d'embarquer sur les pirogues à destination des Canaries.

La diplomatie espagnole se concentre sur l'augmentation des contrôles au départ de l'immigration. Au Sénégal, en Mauritanie et au Maroc, elle réactive les accords de renvoi.

La crise migratoire aux Canaries couvait depuis des semaines, pour ne pas dire des mois. Cette route, empruntée par l'immigration illégale, n'est pas nouvelle. Chaque année, les migrants, partis de l'Afrique de l'Ouest, arrivent sur les îles de cet archipel, dépassant rarement les 2 000 sur douze mois. Mais, depuis le début de cette année, ils sont plus de 18 000. À chaque fois que d'autres routes se ferment ou sont davantage contrôlées, la migration vers les Canaries reprend depuis le sud du Sahara, de la Mauritanie ou du Sénégal.

Le président de la région n'a pas mâché ses mots: *«Je refuse catégoriquement que les Canaries reçoivent 100% des migrants, nous ne pouvons pas le faire tout seuls.»* Et, depuis la fin 2019, *«presque plus aucun d'entre eux n'est transféré vers la péninsule, sauf les femmes avec enfants et dans des cas très précis»* , constate José Javier Sanchez Espinosa, porte-parole de la Croix-Rouge et sous-directeur de l'intégration sociale. Il revient de l'île de la Grande Canarie, sur le port d'Arguineguin, où la crise se fait plus visible avec l'entassement des migrants.

C'est sans aucun doute cette politique que le gouvernement espagnol poursuivra. Madrid ne veut pas de transfert massif sur le continent. L'annonce d'un plan d'accueil d'urgence, avec la création par l'armée d'un camp de tentes de 7 000 places sur les îles, est venue doucher les espoirs des autorités régionales. La plupart des migrants, logés temporairement dans des hôtels, seront déplacés vers ces camps.

*«En refusant le transfert vers la péninsule, Madrid veut éviter un appel d'air pour les migrants dont beaucoup veulent en fait émigrer vers d'autres pays européens pour rejoindre leur famille»* , assure Carmen Gonzalez, responsable migrations à l'Institut royal Elcano. Le gouvernement espagnol se concentre donc sur l'augmentation des contrôles au départ de l'immigration et la réactivation des accords de rapatriement.

D'où l'offensive diplomatique de la ministre espagnole des affaires étrangères, Arancha Gonzalez Laya, qui s'est déjà rendue en Mauritanie et au Sénégal dimanche 22 novembre, où elle a relancé les accords de renvoi. De son côté, le ministre espagnol de l'intérieur, Fernando Grande-Marlaska, est allé vendredi 20 novembre au Maroc. Ces dernières semaines, les ONG ont constaté une proportion beaucoup plus importante de Marocains parmi les migrants. L'opacité des négociations empêche pour l'instant de savoir si le rapatriement vers le Maroc sera repris malgré la fermeture des frontières pour cause de pandémie.

Pour les analystes, l'attitude du gouvernement de Pedro Sanchez a un air de déjà-vu. En 2006, 30 000 migrants avaient débarqué aux Canaries et le gouvernement adoptait la même stratégie. *«À l'époque, les autorités renforçaient les contrôles au départ et les accords de réadmission»* , explique Blanca Garcés Mascareñas, spécialiste des migrations au sein du Cidob (Centre de Barcelone pour les affaires internationales). Et, comme en 2006, l'Espagne négocie, avec l'agence européenne des frontières Frontex, la relance de l'opération conjointe de surveillance au large des côtes ouest-africaines.

*« Madrid se trouve en fait sous pression* , poursuit Blanca Garcés Mascareñas. *Le pacte européen sur la migration et l'asile penche davantage pour sélectionner les candidats à l'asile et expulser le reste sans évoquer beaucoup la question des relocalisations, du coup ces îles se transforment en espaces pour contenir l'immigration.»*

Elle évoque aussi la *«pression du gouvernement français, qui a un intérêt particulier à ce que les migrants en provenance des pays francophones ne passent pas la frontière»* . La visite récente d'Emmanuel Macron au poste-frontière du Perthus en Catalogne, avec l'annonce de la multiplication par deux des effectifs de la police des frontières, n'est pas passée inaperçue. « *Je pense que l'Espagne aurait aimé voir plus de solidarité avec ce pacte européen* », conclut Carmen Gonzalez.

## 

## Du sud du Maroc aux Canaries : le principal couloir maritime de la vague de migrants, *Courrier international*

*Jeudi 26 novembre, Francisco Peregil et María Martín*

Le nouveau couloir des migrations clandestines au Maroc passe par la ville sahraouie de Dakhla, l'une des zones les plus étroitement surveillées du pays, où il paraît quasi impossible d'échapper au contrôle des autorités.

Malgré tout, un nombre croissant d'embarcations précaires partent de la ville la plus méridionale du Sahara occidental en direction des Canaries, à 450 kilomètres plus au nord - en ligne directe. Le phénomène a été observé pour la première fois en 2018, puis les îles espagnoles ont accueilli 2 698 migrants en 2019, arrivés clandestinement d'Afrique par la mer.

**Une présence policière et militaire permanente**

En 2020, ce chiffre été multiplié par sept et a atteint 18 300 personnes, dont la moitié de Marocains. Et depuis la fin de l'été, le nombre des Marocains est même supérieur à celui des Africains subsahariens, selon les autorités espagnoles.

Le Sahara occidental (où le Front Polisario réclame l'organisation d'un référendum d'autodétermination) est un territoire stratégique pour le Maroc. La présence policière et militaire y est donc permanente, sans compter de nombreux agents des services de renseignements et des informateurs.

On peut donc se demander pourquoi les autorités ne parviennent pas à endiguer l'hémorragie. "Il est évident qu'ils ne font rien pour, affirme un habitant de l'ancienne colonie espagnole qui souhaite garder l'anonymat. Mais parfois, ils arrêtent quelqu'un pour montrer à l'Espagne et à Bruxelles que les millions d'euros de subventions versées pour freiner l'émigration servent à quelque chose."

**Une trentaine par bateau**

Dakhla se situe sur une langue de terre qui s'étend sur 50 kilomètres dans l'océan; c'est une petite presqu'île dotée d'un seul point d'accès. Les contrôles sont ainsi facilités. Pour entrer dans la ville même, il faut passer par deux postes de la gendarmerie royale marocaine et un autre de la police. Idem pour sortir. Le long du littoral, il y a par ailleurs des postes de surveillance installés tous les trois kilomètres, comme quasiment partout au Sahara occidental.

Sur le front de mer à Dakhla, des jeunes traînent en groupe à toute heure du jour et de la nuit, certains avec des sacs à dos. Samedi 21 novembre, l'un de ces groupes était formé de cinq hommes âgés de 20 à 30 ans originaires de Béni Mellal, une ville située en plein centre du Maroc.

Sans préciser la date de leur trajet vers les Canaries, ils expliquent qu'ils seront une trentaine sur le bateau. Ils racontent qu'il y a beaucoup de gens comme eux à Dakhla, très souvent venus de villes du centre du Maroc, victimes de la pandémie et de la sécheresse.

Selon eux, il y a actuellement un millier de Marocains qui font étape ici dans l'espoir de quitter le pays. L'un d'eux rigole et confie que tous les Marocains nourrissent en ce moment l'espoir d'aller à Dakhla pour mettre le cap sur les Canaries.

Contrairement à la plus grande partie du Maroc, il est encore possible de trouver du travail dans la ville sahraouie, dans la pêche, les chambres froides liées à la pêche ou les serres de tomates. Certains candidats à l'émigration travaillent pour économiser l'argent nécessaire et attendent une occasion de partir.

**Un habitant de Dakhla raconte :**

D'autres arrivent sur place puis partent aux Canaries dès le lendemain. Ici, tout le monde se connaît. Nous ne sommes pas plus de 150 000 personnes. Les habitants du coin, ils fuient le soleil, ils ne se promènent pas dehors en plein midi. Mais les 'harraga' [nom donné au Maghreb aux migrants clandestins] se déplacent à plusieurs. Beaucoup d'entre eux ont un sac à dos. Ils sont prêts à partir à tout moment. Quand on les appelle, on leur donne rendez-vous dans un taxi à un emplacement précis et de là, ils se rendent au lieu de départ."

**Le GPS jeté à la mer**

De nombreux migrants d'origine subsaharienne - Côte d'Ivoire, Guinée et Sénégal, principalement - espèrent aussi arriver jusqu'aux Canaries depuis Dakhla. Une personne en contact régulier avec eux précise : "Certains ont atterri à Casablanca, puis ils ont fait le trajet jusqu'à Dakhla. Et d'autres ont suivi un itinéraire par l'Algérie."

Cette source ajoute :

Quand les autorités interceptent une embarcation en mer, le passeur balance le GPS et se mêle au reste des passagers. Il sait qu'il finira en prison. Si personne ne le dénonce, alors ils sont tous enfermés quelque part et sont harcelés jusqu'à ce que quelqu'un le trahisse."

Malgré ces quelques détentions sporadiques, le couloir migratoire entre Dakhla et les Canaries est plus accessible que jamais.

## Les Canaries espagnoles deviennent-elles des "îles-prisons" pour les migrants? *Courrier international*

*Mardi 24 Novembre 2020, María Martín Carlos, E. Cué Guillermo Vega*

La crise migratoire que vit l'archipel espagnol des Canaries, avec plus de 18 000 personnes secourues cette année, est devenue une véritable poudrière sociale et politique.

Les transferts des migrants vers le nouveau centre de prise en charge temporaire des étrangers (CATE) de Barranco Seco (Grande Canarie) [dans des installations militaires] a commencé le mercredi 18 novembre.

Il s'agit de soulager le quai d'Arguineguín, dans la ville de Mogán, dans le sud de l'île de Grande Canarie. Le quai est saturé par l'afflux constant de pateras, ces embarcations de fortune sur lesquelles les migrants tentent d'atteindre les Canaries.

**Une incitation?**

Entre-temps, le gouvernement ne parvient pas à s'entendre sur la façon de résoudre cette crise. L'équipe du ministre de l'Inclusion, des Migrations et de la Sécurité sociale, José Luis Escrivá, mise sur les transferts vers la péninsule pour soulager la pression sur les Canaries. Mais le ministre de l'Intérieur, Fernando Grande-Marlaska, rejette en bloc l'idée de laisser entrer des migrants en grand nombre dans la péninsule. D'autres ministères compétents en matière migratoire soutiennent la thèse de l'Intérieur et estiment que faciliter le transit vers le continent constituerait une incitation et pourrait provoquer davantage d'arrivées.

Depuis le début de l'année, moins de 1 800 migrants ont été autorisés à débarquer sur la péninsule, selon des sources proches du dossier. "Cela se fait de façon ponctuelle, en accordant la priorité à des profils bénéficiant d'une protection internationale ainsi qu'à des collectifs vulnérables", affirment des sources officielles. Ces migrants ne sont pas les seuls à avoir quitté l'archipel.

**Une pression maximale**

Outre les quelque 200 expulsions qui ont pu être effectuées depuis le début de l'année, il y a un nombre indéterminé de migrants, surtout marocains, qui sont parvenus à se rendre d'eux-mêmes sur la péninsule, munis de leurs passeports, mais le dispositif reste soumis à une pression maximale.

Pour la direction générale des migrations, qui héberge environ 1 200 personnes dans des centres d'accueil, et 5 000 autres dans des hôtels et des appartements évacués en raison de la pandémie, faute d'autres lieux d'accueil dans les îles, ces transferts sont essentiels. Le réseau d'accueil ne peut tenir le choc qu'à condition qu'il y ait une rotation des usagers.

**La solution provisoire des hôtels**

Dans la péninsule, la rotation est possible, car les migrants arrivés en pateras [par le détroit de Gibraltar] ne restent pas indéfiniment dans les centres d'accueil et finissent par partir chercher du travail, à moins qu'ils ne se regroupent avec des proches ou des connaissances en Espagne et dans d'autres pays de l'UE, lorsqu'ils en ont la possibilité.

Dans les îles, avec le volume d'arrivées actuel et le nombre limité de départs, la saturation menace. De plus, les hôtels représentent une solution provisoire et coûteuse, sans compter que cela suscite un rejet de la part d'une partie des hôteliers et de la population canariens.

José Luis Escrivá, selon des sources impliquées dans la gestion de la crise, a voulu affréter un bateau pour transporter 800 personnes, mais le ministère de l'Intérieur s'y est opposé catégoriquement.

Les seuls transferts autorisés sont par groupes de 30 ou 40 personnes qui voyagent hebdomadairement par bateau ou par avion, si l'on en croit certains des migrants ainsi transférés ainsi que des responsables de la prise en charge de ceux qui viennent d'arriver.

**Opacité quasi totale**

Les tensions avec le ministère de Grande-Marlaska sur cette question durent depuis l'année dernière, quand les arrivées sur l'archipel ont commencé à grimper.

L'opacité avec laquelle sont gérés ces transferts est quasi totale. Il y a un mois, la Croix-Rouge a confirmé à El País qu'environ 1 200 personnes avaient été transférées des centres de l'archipel vers des structures d'autres provinces, entre septembre 2019 et octobre 2020.

Les migrants en question ont été répartis sur plusieurs vols ou ont traversé par bateau, la priorité ayant été accordée aux femmes et aux enfants, mais d'autres profils ont été privilégiés, notamment ceux qui avaient des proches dans différents pays de l'UE, qu'ils souhaitaient retrouver. Un mois après que les derniers chiffres ont été publiés, période pendant laquelle près de 9 000 personnes supplémentaires ont débarqué, les porte-parole de l'Intérieur, de la direction des migrations et de la Delegación del Gobierno [équivalent de la préfecture] se refusent à actualiser les données.

Le problème dépasse les frontières de la péninsule. L'Union européenne et des partenaires comme la France, qui absorbe un volume important des migrants entrés illégalement sur le territoire espagnol, font pression sur l'Espagne pour qu'elle freine le transit vers le continent des migrants ayant débarqué aux Canaries.

La commissaire de l'Intérieur de l'UE, la Suédoise Ylva Johansson, l'a fait savoir clairement lors de sa visite sur l'archipel en compagnie de Grande-Marlaska, le 6 novembre. "Les personnes qui n'ont pas besoin d'une protection internationale, les migrants économiques doivent être renvoyés dans leurs pays", a souligné la commissaire.

La difficulté à laquelle est confrontée l'Espagne - comme d'ailleurs tous ses partenaires européens - est qu'elle ne parvient pas à renvoyer dans leurs pays tous les migrants en situation irrégulière qu'elle reçoit. Les expulsions, qui viennent de reprendre en direction de la Mauritanie et du Maroc, et qui devraient redémarrer vers le Sénégal, ne se traduisent que par un nombre limité de retours.

**Des "réponses évasives"**

Entre-temps, les autorités canariennes vivent la crise dans une profonde anxiété et réclament des solutions au gouvernement de Madrid. Le chef du gouvernement autonome canarien, le socialiste Ángel Víctor Torres, assurait il y a peu :

L'une des mesures essentielles et urgentes est que les personnes qui sont aux Canaries, dans un esprit de solidarité et en tenant compte de la situation dans notre pays, soient transférées vers d'autres régions autonomes, et bien entendu vers l'UE, qui doit définir le modèle dont elle veut se doter pour le présent et pour l'avenir."

Le président du Cabildo de Grande-Canarie [l'administration locale de l'île], Antonio Morales, assure avoir posé la question des transferts lors d'une réunion avec la commissaire Ylva Johansson et le ministre Grande-Marlarska, à l'occasion de sa visite du 6 novembre dernier :

J'ai dit clairement à la commissaire que nous n'allions pas accepter de devenir une île-prison, mais je n'ai eu droit qu'à des réponses évasives. Le problème des transferts a été un sujet tabou pendant cette réunion, l'Europe ne veut pas qu'on en parle".

Ce dossier est déjà devenu un grave problème politique. La grande inquiétude est que Vox, le parti d'extrême droite, n'instrumentalise cette crise pour alimenter son discours xénophobe. La pression s'accroît. Et les transferts massifs vers la péninsule ne sont toujours pas une vraie solution pour le gouvernement.

# Autres actualités

## Un partenariat franco-marocain pour les musées africains, La Croix

*Mercredi 25 novembre 2020, Rémy PIGAGLIO*

Des cycles de formation financés par l'Agence française de développement et organisés au Maroc veulent favoriser la restitution d'oeuvres d'art à l'Afrique.

La France et le Maroc s'unissent pour lancer un *« programme panafricain de formation aux métiers des musées et du patrimoine en Afrique»* . Le ministre des affaires étrangères Jean-Yves Le Drian a signé au Maroc, le 9 novembre, une convention associant la Fondation nationale des musées (FNM, qui gère les musées nationaux du Maroc) et l'Agence française de développement (AFD), qui apporte 300 000 € au projet.

Les formations doivent débuter fin 2020, à distance. Conservateurs de musées, cadres des ministères de la culture, experts du patrimoine africain en sont les destinataires. *«Le Maroc dispose d'un savoir-faire que nous souhaitons partager avec nos frères africains. Et nous allons le faire avec nos partenaires français, qui nous ont aidés à acquérir ces compétences»* , explique Mehdi Qotbi, président de la FNM. La subvention de l'AFD prendra en charge les déplacements et amorce le programme, pour une durée initiale de deux ans. *« Cette convention met en oeuvre les objectifs du président de la République énoncés à Ouagadougou de profond renouvellement de notre partenariat culturel avec l'Afrique »* , explique Jean-Yves Le Drian. Emmanuel Macron avait déclaré en 2017 dans la capitale burkinabée: *«D'ici cinq ans, je veux que les conditions soient réunies pour un retour du patrimoine africain à l'Afrique* . *»* Une loi permettant la restitution définitive d'objets au Sénégal et au Bénin a été adoptée début novembre au Sénat. Plusieurs pays africains se sont dotés d'infrastructures modernes. Mais certains spécialistes s'inquiètent des conditions de conservation des objets rendus.

*« La restitution des oeuvres sera d'autant plus possible que les conditions de leur accueil et de leur valorisation sont réunies,* juge Mihoub Mezouaghi, directeur de l'AFD au Maroc. *Ce programme y contribue, en complément du financement par l'AFD de musées au Cameroun, au Bénin, en Éthiopie.» «Depuis les années 1990, les pays africains ont renforcé l'offre de formation de spécialistes du patrimoine, mais elle reste très insuffisante sur le continent»* , analyse l'archéologue sénégalais Abdoulaye Camara. Cet ancien conservateur plaide pour un renforcement de la coopération Sud-Sud: *« Les musées maghrébins sont très avancés par rapport à la plupart des musées d'Afrique subsaharienne. Il faut créer plus de passerelles entre les deux régions.»*

## 

## La diplomatie religieuse du Maroc en France mise à l'épreuve, La Croix

*Mardi 10 Novembre 2020, Rémy PIGAGLIO*

Alors qu'Emmanuel Macron souhaite mettre fin aux « influences étrangères » sur l'islam de France, une coopération étroite va néanmoins se poursuivre entre la France et le Maroc. Des imams français vont continuer à se former au Maroc dans les prochaines années.

Ce fut une visite éclair, éclipsée par l'assassinat le jour même de l'enseignant Samuel Paty à Conflans-Sainte-Honorine. Le 16 octobre, le ministre de l'intérieur français Gérald Darmanin s'est rendu à Rabat pour s'entretenir avec des responsables marocains. Parmi eux: l'inamovible ministre des affaires islamiques Ahmed Toufiq, en poste depuis 2002. La rencontre ne devait rien au hasard, alors que le président de la République Emmanuel Macron avait souhaité deux semaines plus tôt, dans le discours des Mureaux sur les «séparatismes», libérer *«l'islam en France des influences étrangères».* Le Maroc est en effet un acteur central de cette religion sur le sol français.

Selon une source diplomatique française, les deux hommes ont notamment abordé la fin du système des imams détachés, confirmée par Emmanuel Macron dans le discours des Mureaux. Le Maroc envoie en France trente de ces imams rémunérés par Rabat. Érigé en symbole de ces «influences étrangères», ce système disparaîtra d'ici à quatre ans.

Véritable outil de *soft power* (manière douce) mis en place depuis une vingtaine d'années, la diplomatie religieuse du royaume est-elle menacée? *« Emmanuel Macron veut avant tout empêcher l'intervention unilatérale d'États étrangers dans l'islam de France.* C'est par exemple l'action de la Turquie *, qui impose que les imams turcs de France soient formés dans ses propres universités. En revanche, l'implication des pays d'origine des musulmans de France, dont le Maroc, devrait se poursuivre dans un cadre bilatéral»,* analyse Farid El Asri, anthropologue et spécialiste de l'islam en France.

Au Maroc, c'est justement dans le cadre d'un accord entre les deux pays que des imams français se forment depuis 2015 au sein de l'Institut Mohammed-VI de formation des imams à Rabat. Dans son discours, Emmanuel Macron semblait vouloir aussi mettre fin à la formation des imams français à l'étranger. Selon la même source diplomatique française, des Français vont bien continuer à se former à l'Institut. *«L'objectif, à long terme, est de disposer d'une formation en France. Mais, aujourd'hui, nous n'en sommes pas capables, donc nous allons conserver cette solution transitoire»,* précise-t-elle.

Si l'influence marocaine est bousculée par les décisions d'Emmanuel Macron, une coopération étroite devrait donc se poursuivre en matière religieuse. Le Royaume pourrait même saisir cette occasion pour mettre en avant son référentiel religieux dans la réorganisation du culte musulman en France. Au Maroc, dont la population est en quasi-totalité musulmane, le roi Mohammed VI porte le titre de commandeur des croyants et applique la doctrine malékite, l'une des quatre grandes écoles de l'islam sunnite. *«Le Royaume a un modèle religieux, il peut dire: "Nous, on sait faire." C'est notamment le cas en matière de formation, avec le modèle de l'Institut Mohammed-VI qui est fortement mis en avant. Rabat a intérêt à se placer en partenaire pour la structuration de l'islam de France, sur le long terme»,* analyse Farid El Asri.

La diplomatie religieuse du Maroc s'exerce aussi via la propriété et le financement de mosquées, l'envoi de prédicateurs pendant le Ramadan, ou encore le soutien à des fédérations de musulmans de France. Le Royaume s'appuie sur la communauté marocaine de l'Hexagone, la plus importante à l'étranger.

*«À travers cette communauté, en promouvant un islam marocain tolérant, Rabat veut renvoyer une image positive à la France»* , qui est aussi un partenaire politique et économique majeur du Royaume, explique Ismaïl Régragui, politologue, chercheur associé au centre HEC Paris de géopolitique. *«La maîtrise du champ religieux a aussi un intérêt sécuritaire, alors que plusieurs attentats ont été commis depuis le début des années 2000 au Maroc et en Europe par des personnes d'origine ou de nationalité marocaine»,* poursuit le chercheur.

*« Le Maroc a été historiquement le pays le plus actif au sein du culte musulman en France,* abonde Bernard Godard, spécialiste de l'islam de France. *C'est notamment lié au fait que l'attachement de la communauté marocaine de France au pays d'origine est très fort et le Maroc a compris le parti qu'il pouvait en tirer».*

Imaginé pour un pays au régime autoritaire dont la religion de l'État et de la majorité est l'islam, le modèle marocain atteindra néanmoins rapidement ses limites dans le cadre français et républicain. *«La référence théologique marocaine s'inscrit dans un cadre national,* décrit Bernard Godard. *Il faudra donc pouvoir créer en France des solutions théologiques très pratiques adaptées au contexte français.»*

## 

## La France et le Maroc signent un accord sur les mineurs isolés, *Le Figaro*

*Lundi 7 Décembre*

Cette entente judiciaire vise à mettre en place «des outils concrets» pour la prise en charge des mineurs non accompagnés originaires du Maroc, afin de faciliter leur retour. Il y a entre 16.000 et 40.000 mineurs clandestins en France.

La France et le Maroc ont signé lundi 7 décembre à Rabat un accord pour faciliter le retour des migrants mineurs dans leur pays d'origine, le volet le plus complexe des mesures souhaitées par les pays européens pour juguler le flux des clandestins originaires du Maghreb.

Cette entente judiciaire vise à mettre en place «des outils concrets» pour la prise en charge des mineurs non accompagnés originaires du Maroc, a déclaré le ministre français de la Justice Eric Dupond-Moretti après avoir signé le document avec son homologue marocain, Mohamed Ben Abdelkader. L'objectif est de «permettre aux magistrats de la jeunesse de disposer des éléments indispensables pour prendre les mesures les plus adaptées à l'intérêt de ces enfants, y compris le retour» au Maroc, a-t-il précisé.

Comme d'autres pays européens, la France a récemment intensifié ses efforts pour accélérer les retours des migrants en situation irrégulière. Les procédures pour les moins de 18 ans sont les plus complexes du fait de la protection dont jouissent tous les mineurs, notamment avec la Convention internationale des droits de l'Enfant. La «déclaration d'intention sur la prise en charge des mineurs non accompagnés» définit «le cadre judiciaire, selon lequel les différents entités (juges, parquet, assistantes sociales) interviennent» dans cette prise en charge, selon Mohamed Ben Abdelkader. Le texte n'a pas été rendu public.

**Entre 16.000 et 40.000 mineurs clandestins en France**

A terme, il s'agirait de permettre aux juges français d'ordonner des retours sur la base de décisions de placement prononcées par des juges marocains «dans l'intérêt» des mineurs se trouvant en France, selon les informations obtenues par l'AFP sur place. Il y a entre 16.000 et 40.000 mineurs clandestins en France, selon les estimations des pouvoirs publics et des ONG. Ces dernières années, la question des mineurs marocains s'est cristallisée autour de la présence dans un square parisien de quelques dizaines de jeunes en déshérence.

Avant de signer le document, Éric Dupond-Moretti a tenu à souligner la «relation très forte» qu'il entretient avec le Maroc et la «signification particulière» de son déplacement. Le ministre, qui a mis entre parenthèse sa charge d'avocat depuis son entrée au gouvernement français, a longtemps exercé comme avocat-conseil du palais royal pour différentes affaires («rumeurs» médiatiques liées au divorce du roi Mohamed VI, possible «chantage» exercé par deux journalistes français auteurs d'un projet de livre embarrassant pour le monarque...).

## L'eau redevient claire dans le « château d'eau marocain, » *La Croix*

*Mardi 10 Novembre 2020, Rémy PIGAGLIO*

Les eaux usées d'Ifrane, dans le Moyen Atlas, polluaient les rivières de la région jusqu'en 2016. Une station d'épuration y a été construite avec des financements européens.

La route serpente en longeant un oued aux rives verdoyantes. Plus haut, sur la colline, on distingue les toits pointus typiques de la ville d'Ifrane, dans le Moyen Atlas. Hicham Afifi, le président de la commune, s'arrête à un endroit bien précis. *«Voilà le lieu où s'écoulait toute l'eau usée d'Ifrane»,* explique-t-il en désignant un regard abandonné qui émerge de l'herbe. *L'eau traversait la route, puis se jetait dans l'oued Tizguit.»* Aujourd'hui, plus de mauvaise odeur ou d'eau noirâtre: le lieu est devenu un parc public.

Désormais, l'eau de la ville emprunte une conduite souterraine qui l'amène dans une station d'épuration, à quelques kilomètres en contrebas. Installés dans une petite plaine, les bâtiments à l'allure industrielle détonnent dans leur environnement montagneux, orné des fameux cèdres de l'Atlas.

Inaugurée en 2016, la station a été réalisée pour le compte de l'Office national de l'électricité et de l'eau potable (Onee), organisme public et principal opérateur de l'eau potable au Maroc. 50% du projet a été financé par la commune et 50% par l'Onee, cofinancé par des bailleurs de fonds européens, notamment les banques publiques de développement, dont l'Agence française de développement (AFD).

*«On revient de loin: la rivière était un vrai dépotoir. Outre cette station d'épuration, nous avons engagé une réhabilitation du réseau d'eau potable afin d'améliorer son rendement»* , décrit Mohamed Berkia, directeur régional de l'Onee. Basée sur la technologie des «boues activées», la station a été dimensionnée pour anticiper les besoins au-delà de 2030.

«Petite Suisse» du Maroc, Ifrane abrite 15 000 habitants, un chiffre qui grossit considérablement l'été. La pluie et la neige y sont abondantes. La région est considérée comme le «château d'eau du Maroc». Le bassin du Sebou, le fleuve dans lequel se jettent les nombreuses petites rivières de la région, est l'un des plus grands du pays.

Mais même à Ifrane, l'eau est devenue un enjeu critique. Pendant des années, les agriculteurs pompaient l'eau de l'oued Tizguit, souillé par les eaux usées de la ville. *«L'eau d'irrigation était polluée. Et toujours aujourd'hui, les habitants de la région rechignent à acheter les produits agricoles des alentours, craignant d'attraper des maladies»* , indique Moulay Driss Hachimi, représentant à Ifrane de l'association des enseignants de SVT (AESVT).

L'eau y devient même de plus en plus rare. Les lacs et rivières de la région s'assèchent. *«La zone reçoit beaucoup d'eau, mais la rétention est très faible. Toute l'eau coule vers les plaines, qui bénéficient de cette richesse. La situation empire, car les agriculteurs se convertissent en passant de l'agropastoralisme vers l'agriculture intensive, et ce dans un contexte de changement climatique»* , décrit Moulay Driss Hachimi.

Ici, l'eau potable et d'irrigation n'a pas encore manqué, contrairement à d'autres régions du Maroc. Près d'Agadir, où sont cultivés les fruits et légumes exportés vers l'Europe, des agriculteurs, confrontés à la pénurie d'eau, quittent la région pour s'installer dans le nord du pays.

*«L'impact de ce stress hydrique est assez localisé, mais il est critique. C'est un sujet sur lequel l'AFD est très impliquée»* , explique Mihoub Mezouaghi, le directeur de l'Agence au Maroc. L'AFD soutient l'Onee à travers le programme national d'assainissement (PNA), qui a l'objectif ambitieux de faire passer le taux d'assainissement de l'eau dans le pays de 13% en 2004 à 60% en 2020. Le projet serait bien avancé, même si aucun chiffre précis n'est communiqué.

Ce programme a la particularité d'être cofinancé par plusieurs acteurs européens: l'AFD, son homologue allemande KfW, la Banque européenne d'investissement (BEI) et l'Union européenne à travers son fonds de développement. Ces institutions de développement ont même décidé de mutualiser leur action, en harmonisant les procédures.

Si l'amélioration du traitement et de la distribution de l'eau potable à Ifrane soulagent les ressources en eau, les défis restent nombreux dans la région et le reste du pays. *«Ces programmes sont un premier pas bienvenu,* juge Moulay Driss Hachimi. *Pour préserver les ressources en eau, la clé est d'associer les populations. On ne peut rien faire sans elles.»*

## 

## « Notre savoir-faire va disparaître avec cette usine », *Le Monde*

Jeudi 3 décembre 2020, Aline Leclerc

Dans le Jura, l'américain Kohler se sépare du site historique de Jacob Delafon, la production étant déjà en grande partie réalisée au Maroc

Damparis (Jura) envoyée spéciale - C'est une signature bleue que l'on remarque distraitement sur le lavabo en se lavant les mains : « Jacob Delafon . « S'il a été installé il y a plusieurs années, alors c'est nous qui l'avons fait. Mais si c'est du récent, il vient du Maroc votre lavabo, prévient tout de suite un ouvrier de l'usine historique de la marque française, à Damparis dans le Jura. Et à partir de demain, ceux qui achèteront du Jacob Delafon seront sûrs que plus rien n'aura été fabriqué en France. »

Car, en septembre, le groupe de sanitaire américain Kohler, qui a racheté la société en 1986, a annoncé qu'il se séparait des derniers sitesfrançais de production de la marque : Damparis et ses 151 salariés, qui fabriquent des sanitaires en céramique, ainsi que l'usine de robinetterie de Reims (Marne) et ses vingt-neuf salariés ne vont plus « s'inscrire dans la stratégie du groupe » à partir de 2021. Après trois mois « dans le flou » pour les employés, la réunion de lancement du plan de sauvegarde de l'emploi (PSE) devait se tenir mercredi 2 décembre.

L'histoire de l'usine de céramique commence en 1889, lorsque la société d'Emile Jacob obtient une médaille d'or à l'Exposition universelle pour sa fabrication des grès émaillés blancs. Puis s'associe avec Maurice Delafon pour développer en France une industrie des équipements sanitaires, décrochant de nouvelles médailles à l'exposition de 1900. En un siècle, la marque s'imposera comme l'un des leaders du marché, équipant nombre de foyers et d'établissements publics en baignoires, lavabos et W-C.

***« Surcapacité chronique »***

C'est en 1980 que la société ouvre son usine de céramique à Tanger, au Maroc. Toute la production y sera peu à peu délocalisée. Pour justifier sa décision de se séparer de l'usine de Damparis, Kohler qui s'est refusé à tout commentaire auprès du Monde a fait état d'une « surcapacité chronique » du site, de coûts de production nettement supérieurs à ceux de Tanger, et de l'impact négatif de la crise sanitaire. Les salariés ont réagi à cette annonce par une journée de grève.

« On n'avait pas le coeur à travailler, confie Nicolas C., 34 ans, qui est au coulage des pièces. Le soir, j'ai retrouvé mon père, j'ai dit "la boutique ferme". C'est un coup dur, il a fait toute sa carrière ici... Comme mon grand-père, mon arrière-grand-père, mes oncles, mes deux frères. Tous les hommes de la famille ont travaillé ici. On est beaucoup dans ce cas. »

Depuis, les ouvriers ont repris la production comme si de rien n'était ou presque, dans l'espoir que leur sérieux séduise un repreneur. Mais pleins d'une sourde amertume. « C'est l'une des dernières usines de céramique en France, notre savoir-faire disparaît avec elle », s'indigne Nicolas C. « Il ne restera que Duravit en Alsace », indique Jean-Claude, 41 ans.

Il est matriceur. Lui et ses deux collègues sont « des oiseaux rares, les derniers en France . Leur métier, qui consiste à faire le négatif des futurs moules, ne s'apprend que sur le tas. « Il faut de trois à cinq ans pour se former au contact des anciens, explique Frédéric, 47 ans. Et c'est dix ans pour un modeleur ! Donc c'est tout ce savoir-faire qu'on va perdre. »

Nicolas M., 39 ans, est émailleur chez Jacob Delafon depuis dix-sept ans : « Mon métier, c'est fini... Je retrouverai ça nulle part... », confie-t-il, écoeuré par « un manque total de reconnaissance pour toutes ces années de travail. On est venus bosser la nuit, les dimanches, les jours fériés... J'ai fini à 3 h 20 ce matin ! Et tout ça pour quoi ? »

L'autre raison de leur aigreur se niche dans cette réalité de l'économie mondialisée qui fait que Kohler, groupe américain, restera propriétaire de Jacob Delafon, marque française, qui sera fabriquée au Maroc. « La marque, ils nous la prennent ! Ce sera de la marque française, mais made in Maroc ! », peste Frederic.

A l'heure où le « made in France » et la relocalisation sont présentés comme des piliers du plan de relance, élus et syndicats se sont démenés pour attirer l'attention sur l'usine de Damparis et ses ouvriers. Philippe Martinez, secrétaire général de la CGT, est venu leur apporter son soutien. Son syndicat s'est mis à travailler sur un projet pour le site.

***« Activité critique »***

Député (Les Républicains, LR) du Jura, Jean-Marie Sermier a également interpellé le ministre de l'économie en commission des affaires économiques de l'Assemblée nationale, le 9 septembre : « Etes-vous prêt à prendre les mesures nécessaires dans le plan de relance pour permettre à ce métier de la céramique, dont on a besoin y compris pour aller dans l'espace, de rester en France ? »

Bruno Le Maire s'était alors dit « très attentif à préserver notre souveraineté » sur des sujets comme « la céramique, qui est effectivement une activité critique, utilisée industriellement dans beaucoup d'autres applications, l'aéronautique, la santé, les prothèses dentaires... » Près de trois mois après, Rodolphe Gomis, délégué CFE-CGC du site, ose dire qu'il y a « un petit espoir » d'avoir un repreneur. Les salariés s'y accrochent : « Il paraît qu'on avait une chance sur 1 000 et qu'aujourd'hui c'est une chance sur 100. » Il y aurait un candidat, dont personne ne veut parler, de peur qu'il se défile. « Mais Kohler vendra-t-il à un concurrent ? », interroge Isabelle Baudin, déléguée CGT. « On n'est qu'au début de l'histoire », dit prudemment un bon connaisseur du dossier au sein des services de l'Etat.

Pour les salariés, le temps est compté : les négociations de leurs conditions de départ doivent aboutir dans trois mois. « On nous dit de rester sages pour trouver un repreneur, mais on perd peut-être une occasion de montrer les muscles pour la négociation d'une prime supra-légale », s'inquiète un ouvrier. « Mais moi, ce que je veux, c'est que l'activité continue, insiste Nicolas M., l'émailleur de 39 ans. Vu le temps qui me reste à travailler, je ne veux pas un chèque, mais un emploi ! »

## 

## Le Maroc va accueillir le premier centre d'essais automobiles du continent africain, *Econostrum*

*Vendredi 4 décembre, Eric Apim*

Les entreprises privées indépendantes UTAC CERAM et FEV Group, partenaires de l'industrie automobile, s'unissent pour créer une co-entreprise qui ouvrira le premier centre d'essais automobiles du Maroc, et même d'Afrique.

La première (580 salariés et 82 M€ de chiffre d'affaires en 2019), française est spécialisé dans les essais de développement et de validation en environnement, homologation, règlementation, formation, conseil, audit et certification, contrôle technique, normalisation et évènementiel.

La seconde (6700 salariés dont 750 en France), allemande, est un prestataire mondial du développement de véhicules et de la chaîne de traction ainsi que des essais de concepts de véhicules innovants jusqu'à leur production en série.

Le futur centre d'essais automobiles va s'implanter à Oued Zem (province de Khouribga), au centre du Maroc, à 150 kilomètres de Casablanca et à 170 kilomètres de Rabat. Il proposera une panoplie complète de services répartis en plusieurs activités\*. "La construction de ce nouveau centre s'intègre dans la stratégie de développement et de croissance du groupe, pour aller au-devant des demandes de ses clients. Le choix du Maroc s'est imposé en raison de ses nombreux avantages et de la politique dynamique menée par le Royaume pour faire de son pays un pôle mondial automobile. Tout d'abord des conditions météorologiques favorables qui permettent de mener des essais de façon optimale. Puis, du fait de coûts salariaux locaux favorables, UTAC CERAM sera en mesure de bénéficier d'une meilleure compétitivité sur certains types de prestations et ainsi de compléter son offre", commente Laurent Benoit, président d'UTAC CERAM.

Une centaine de salariés vont être recrutés d'ici à cinq ans. Ils bénéficieront d'un programme de formation dédié. Des services complets Nadim Andraos (FEV Group) et Laurent Benoit (UTAC CERAM) scellent leur accord pour la construction d'un centre d'essais automobiles au Maroc (photo : UTAC CERAM/FEV Group) Ne manquez pas ! La Conférence sur le Liban s'accorde sur un plan de redressement pour le pays La Covid va faire exploser le nombre de pauvres dans les pays Mena La Méridionale ouvre une ligne maritime entre Marseille et Tanger Med "L'unité et le rassemblement des Méditerranéens sont plus que jamais nécessaires" Depuis le lancement de son Plan d'accélération industrielle (PAI) en avril 2014, le Maroc promeut notamment les investissements dans le secteur de l'automobile. "L''Etat marocain, soutenu par les constructeurs et équipementiers présents dans le pays, a souhaité développer un centre d'essais automobiles, cette activité représentant une étape majeure dans la construction de sa filière automobile", précise un communiqué commun des deux groupes.

"Le groupe FEV est implanté au Maroc depuis quelques années déjà et il nous paraissait important de nous associer à un partenaire reconnu comme UTAC CERAM pour développer ce nouveau centre. Ce pays offre un rayonnement intéressant avec l'Europe et l'Espagne en particulier ce qui nous permet de réaliser de véritables synergies", souligne Nadim Andraos, président France, Espagne et Afrique du Nord de FEV Group.